Les Montfortains en France depuis trois siècles

Une esquisse historique

Louis Perouas

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1377>

DOI : 10.4000/abpo.1377

ISBN : 978-2-7535-1491-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2003

Pagination : 97-110

ISBN : 978-2-86847-929-7

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Louis Perouas, « Les Montfortains en France depuis trois siècles », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 110-3 | 2003, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1377> ; DOI : 10.4000/abpo.1377

Les Montfortains en France depuis trois siècles Une esquisse historique

Louis PEROUAS

Directeur de recherche honoraire au CNRS, Limoges

Comme bien des instituts missionnaires les Montfortains n'ont guère sollicité Clio. Tout au plus la collection « Les ordres religieux », de Letouzey et Ané, a-t-elle livré, au début des années vingt, un ouvrage anonyme *La Compagnie de Marie* dont la modeste livre beaucoup de faits et dates mais à la manière d'une chronique. Au moment où « le soir tombe » (Luc 24, 20) il importe au moins d'esquisser une véritable histoire tricentenaire¹.

Le projet du fondateur (1700-1716)

On ne saurait comprendre l'histoire des Montfortains sans évoquer l'évolution du projet qu'en avait conçu le fondateur, Louis-Marie Grignon de Montfort (1673-1716). Celui-ci écrit, le 6 décembre 1700, soit six mois après son ordination, son rêve d'une

« petite et pauvre compagnie de bons prêtres [...] sous l'étendard et la protection de la très Ste V[ierge] [...] [pour] faire le catéchisme aux paysans, aux dépens de la seule Providence ».

Douze années passent sans qu'on trouve trace écrite de la réalisation de ce désir, sauf l'embauche de tel ou tel laïc timoré ou instable. Il est vrai que jusqu'en 1711 la vie de Louis-Marie Grignon de Montfort est traversée

1. *La Compagnie de Marie*, Paris, Letouzey et Ané, coll. « Les ordres religieux », 1923, in-16°. Une tradition sérieuse attribue cet ouvrage (3^e édition en 1923) au Père Texier Jean-Marie : dans la suite de cet article nous renverrons constamment à cet auteur. Celui-ci est heureusement complété sur bien des points par DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ? Marie-Louise Trichet et les premières filles de M. de Montfort*, Paris, Alsatia, 1950, 731 p. Dans cet article nous en restons à une esquisse à cause des fortes inégalités dans la documentation ; au passage nous indiquerons les possibilités de recherches complémentaires. La dénomination officielle de « Montfortains » date seulement de 1919, mais était courante bien auparavant. Au XVIII^e siècle et longtemps encore au XIX^e siècle, on disait « Missionnaires du Saint-Esprit ». Après l'approbation officielle par Rome on choisit le sigle S.M.M. (*Societas Mariae Montfortana*).

de crises internes et de conflits avec les autorités. En 1713 il rédige une « Règle des prêtres missionnaires de la Compagnie de Marie », très mesurée, qui explicite le rêve de 1700, surtout la pauvreté par le refus de toute maison ou mission « fondée » et par la proximité du peuple. Mais ce texte est couplé avec une prière enflammée jusqu'au millénarisme. À un moment où la réforme catholique s'assoupissait, ce dernier trait de son zèle, conjoint avec sa faible capacité de discernement des vocations, explique sans doute qu'à sa mort, en avril 1716, il n'ait eu avec lui qu'un noyau fragile : d'une part deux prêtres, René Mulot et Adrien Vatel, qui refusent de s'engager à sa suite; d'autre part et de façon paradoxale, quatre frères laïcs unis à lui par les deux seuls vœux de pauvreté et d'obéissance prescrits par la Règle de 1713. On ne peut s'empêcher de noter l'absence du vœu de chasteté – mieux de célibat – ce qui se lit comme la ligne non pas religieuse mais essentiellement missionnaire de son projet².

Un lent démarrage (1722-1740)

Pendant les années qui suivent la mort du fondateur, Mulot et Vatel se réfugient dans un presbytère poitevin. Lorsqu'au Carême de 1718 un curé voisin les sollicite, ils se contentent de faire quelques lectures suivies d'une courte morale appropriée. Peu à peu ils s'enhardissent jusqu'à prêcher en reprenant le plus possible le modèle laissé par Monsieur Grignon. Ils sont surtout soutenus par Marie-Louise Trichet, la première recrue féminine de Montfort. Celle-ci ayant établi en 1720 sa congrégation, les Filles de la Sagesse, à Saint-Laurent-sur-Sèvre, près du tombeau du fondateur qui attire les foules, décide les deux missionnaires à les rejoindre bientôt dans une ancienne auberge baptisée « Le Saint Esprit », ce qui donnera leur nom courant. Cette femme a joué un rôle capital dans leur institution. Vers la Saint Pierre 1722, les quelque 8 à 10 disciples masculins – dont au moins deux frères – font une retraite, élisent René Mulot comme supérieur, émettent les deux vœux de pauvreté et d'obéissance. Mais c'en est alors fini en France de la réforme catholique; ce sera la dernière fondation d'institut masculin dans le royaume. Cela, joint à la faible personnalité du premier supérieur, explique le très lent développement du groupe au cours d'un XVIII^e siècle défavorable aux instituts religieux masculins³.

On connaît mal la vie de la communauté sous le supérieurat de Monsieur Mulot (1722-1749). Si les effectifs des prêtres varient de quatre vers 1722 à treize vers 1742, on discerne deux périodes : d'abord des associés plus

2. GRIGNION DE MONTFORT, *Œuvres complètes*, Paris, Seuil, 1966, xxx-1 905 p. (Réed. 1988) ; voir surtout p. 14, 689-695, 830. Dans la citation de la lettre de 1700 nous avons inversé les deux membres de phrase pour la rendre plus compréhensible.

3. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 17-27; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse?*, *op. cit.*, p. 333-334, 346; PEROUAS, Louis, « La difficile naissance des Montfortains entre 1706 et 1722 » dans *Ecrire son histoire : les communautés régulières face à leur passé*, 5^e Colloque international du CERCOR, Saint-Étienne, 6-8 novembre 2002 (à paraître).

ou moins stables puis, à partir de 1727 et surtout 1735, un flux assez régulier de jeunes formés au séminaire parisien du Saint-Esprit, dans la ligne d'une démarche faite par Montfort lui-même en 1713. Établis dans le diocèse de La Rochelle, les Mulotins, suivant une appellation courante, avaient vite débordé dans le diocèse voisin de Poitiers. La liste de leurs missions fournie par Charles Besnard, si elle ne respecte pas la chronologie, montre qu'ils élargissent assez vite leur action sur les territoires des diocèses de Luçon, Angers, Nantes, voire Vannes. On ne saurait douter que, durant les premières années, les disciples aient tout fait pour suivre l'ordre formel du fondateur : ne prêcher de missions que « à la Providence », c'est-à-dire en vivant des seuls aliments que leur apportait la population. Pourtant, peu avant 1740, ils commencent à seconder les Sulpiciens de Nantes – dont ils partageaient l'antijansénisme – pour exécuter des fondations de mission, formule proscrite par M. Grignon. Mais ils conservaient un style très populaire. P-F. Hacquet, entré dans la communauté peu avant 1740, exprimera, quatre décennies plus tard, ses vives réserves sur une procession de la Passion jouée avec force détails colorés. Les disciples, s'ils n'avaient pas le génie du fondateur, essayaient de suivre ses manières à la lettre. Dès lors, que leur importait de chercher quelque approbation venue d'une autorité supérieure ? Si, en octobre 1728, le Pape leur accorde le pouvoir de conférer diverses indulgences, c'est à la demande des évêques de La Rochelle et de Luçon. Le timide René Mulot, si grand qu'ait été son courage pour constituer une communauté, restait les yeux rivés sur les volontés du fondateur⁴.

Consolidations et glissements (1749-1788)

Au milieu du XVIII^e siècle se produit un véritable changement. En mai 1749, René Mulot meurt durant la mission de Questembert. Pour lui succéder les missionnaires élisent Nicolas Audubon qui décède six ans plus tard, puis Charles Besnard qui gouverne la communauté jusqu'en avril 1788. Les deux hommes ont apporté des changements.

Il ne s'agit pas d'une mutation. La communauté ne connaît qu'un léger accroissement du nombre de prêtres et aussi de frères qui, à la suite de Mathurin « accroché » par Montfort en 1705, accompagnent les missionnaires pour le catéchisme et l'intendance ; le total des Mulotins dépasse rarement la vingtaine. On ne voit pas davantage l'élargissement de leur champ de travail. En eût-il été autrement si les disciples avaient fait bâtir

4. [Texier, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, op. cit., p. 22 à 25 ; HACQUET, Pierre-François, *Mémoire des missions des Montfortains dans l'Ouest, 1740-1779. Contribution à la sociologie religieuse historique*, Cahiers de la Revue du Bas-Poitou et des provinces de l'Ouest, Louis Pérouas (éd.), Fontenay-le-Comte, impr. Lussaud, 1964, xxii-177 p., voir p. 6-8, 23-28 ; PICOT DE CLORIVIERE, Pierre-Joseph, *La Vie de M. Louis-Marie Grignon de Montfort, instituteur des missionnaires du Saint-Esprit et des Filles de la Sagesse*, Paris, Delalain, Saint-Malo/Rennes 1785, in-12°, p. 578-579 et les pages finales (cet auteur ne fait que reprendre le manuscrit de Charles Besnard).

une seconde maison sur le bord de la Loire, à [Basse]-Indre en 1776? On peut en douter⁵.

Pourtant ces quatre décennies marquent des évolutions non négligeables. Dès l'été 1750, Audubon se rend à Paris pour obtenir une approbation royale : sans succès. Sans se décourager il réitère sa démarche en 1755 : pas plus de résultat malgré l'appui de la reine. De leur côté, dès l'été 1746, trois missionnaires entreprennent le long voyage de Rome pour faire approuver leur Règle; Benoit XIV le leur accorde au cours d'une audience. Mais restait à obtenir la reconnaissance par le roi. Ce sera chose faite en mars 1779, pendant l'exil du parlement de Paris. Toutefois, les disciples de Montfort avaient dû accepter de supprimer de leur règle les deux vœux de pauvreté et d'obéissance, ce qu'il faut replacer dans un courant plus large de défiance envers les religieux qui culmine lors de la suppression des Jésuites. Du moins les Mulinots possédaient-ils désormais une existence légale⁶.

Que les missionnaires de Saint-Laurent aient été en butte à des adversaires, rien d'étonnant. Depuis au moins 1730, mais dans la ligne du fondateur, ils combattaient sans nuance le jansénisme. Que celui-ci se soit allié avec le courant croissant des Lumières ne pouvait que renforcer l'hostilité à leur style resté populaire. Parmi d'autres voix qui les décrient, retenons seulement le long mémoire de leur voisin, le sénéchal de Mortagne-sur-Sèvre, en 1773. Beaucoup des 27 articles sont exagérés, voire calomnieux. On ne doit pourtant pas toutes les rejeter *a priori*. Soit l'accusation de commencer à construire dans leur chef-lieu un bâtiment très vaste qui suppose des revenus importants. Cela correspond à l'immeuble imposant et solide qui sera terminé dans les années quatre-vingt : trois étages de chacun 642 m² de surface, avec 74 fenêtres. Sur ce point au moins les disciples s'éloignaient du fondateur. Cette déviation en suppose une autre au plan financier. Depuis 1742 ils avaient progressivement accepté des missions fondées ou défrayées par un bienfaiteur. En contrepartie, les missions « à la Providence » avaient fortement diminué : de 20 sur 40 entre 1740 et 1746, elles tombent de 3 sur 38 entre 1774 et 1778. La communauté s'était consolidée mais au prix d'un glissement important par rapport à l'inspiration du fondateur⁷.

Si nous connaissons la série des missions prêchées entre 1740 et 1779, c'est grâce à P-F. Hacquet. Or celui-ci manifeste de plus en plus, quoique sobrement, une capacité de discerner les mentalités suivant les diversités

5. HACQUET, Pierre-François, *Mémoire des missions des Montfortains...*, *op. cit.*, surtout p. 3, 60.

6. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 39, 43-44; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse?...*, *op. cit.*, p. 525-528.

7. HACQUET, Pierre-François, *Mémoire des missions des Montfortains...*, *op. cit.*, p. 7; *Mémoire contre l'établissement des missionnaires...*, bibliothèque municipale de Poitiers, Manuscrits Fonteneau, tome LXIV; PEROUAS, Louis, *Grignon de Montfort et la Vendée*, Paris, Le Cerf, 1989, p. 82. On veut justifier l'ampleur du bâtiment par le dessein d'accueillir des retraites de prêtres – étrangères au projet du fondateur – mais de celles-ci on ne trouve trace qu'en 1815.

sociales et surtout géographiques. Rien ne laisse entrevoir que ses confrères aient partagé une telle ouverture. En contrepartie, on entrevoit chez eux un désintérêt pour les écrits du fondateur. Il est vrai que Charles Besnard reprit quelques données de son premier écrit *L'amour de la Sagesse Eternelle* mais de façon tiède et superficielle, sans doute à la demande de la congrégation sœur qui voulait éclairer son titre La Sagesse. Mais comment ne pas s'étonner que les manuscrits conservés au Saint-Esprit, spécialement ceux qui servaient de fondement à la vocation missionnaire, manquent de plusieurs pages au début ou/et à la fin. On voudrait croire que cela provient de leurs fréquentes consultations mais diverses observations n'inclinent pas du tout en ce sens. Ces hommes tout donnés à l'action apostolique apparaissent fort peu intellectuels⁸.

Tout compte fait, en sept décennies, la communauté du Saint-Esprit s'est peu développée. Ceci est dû largement à la conjoncture socio-ecclésiale mais aussi à son opposition profonde aux courants nouveaux du clergé et de la société. Comment va-t-elle supporter la Révolution qui approche ?

Sous les ombres de la Révolution

Les pages que Jean-Marie Texier a consacrées à la période révolutionnaire sont marquées d'une opposition viscérale aux événements de cette décennie, ce qui rend très délicat tout discernement entre les faits précis, la mentalité vendéenne et les sentiments exacerbés de l'auteur. Le style plus mesuré de J.-F. Dervaux témoigne d'un peu plus de discernement. La seule solution est de suivre les événements en les replaçant dans leur contexte.

En avril 1788 meurt Charles Bernard. Aussitôt les missionnaires élisent Jean-Baptiste Micquignon ; celui-ci, de faible santé, meurt dès janvier 1792. Le grand événement de cette période est l'obligation faite au seul clergé paroissial – donc pas aux missionnaires – de prêter le serment à la Constitution civile du clergé, votée le 12 juillet 1790 par l'Assemblée Nationale et ratifiée par Louis XVI, dix jours plus tard. Mais, dès février 1791, le supérieur adresse à toutes les nombreuses communautés de la Sagesse une lettre-circulaire pour les prémunir contre le danger menaçant : quelle est la part d'un supérieur timoré, celle d'une sensibilité régionale échauffée par la préparation des Etats généraux depuis janvier 1789 et celle de l'opposition renforcée entre les Muletins et la bourgeoisie éclairée de la région ?

Le dernier facteur semble jouer particulièrement dans la perquisition menée en juin 1791 chez les missionnaires par les Gardes nationaux d'Angers. Ceux-ci, mécontents de n'avoir trouvé que quelques libelles contre-révolutionnaires qui couraient à travers la France, emmènent deux

8. HACQUET, Pierre-François, *Mémoire des missions des Montfortains...*, *op. cit.*, surtout la conclusion ; manuscrit conservé aux Archives des Montfortains à Rome dont DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ?*, *op. cit.*, p. 7-9 ne fait même pas mention avant 1816 ; GRIGNON DE MONTFORT, Louis-Marie, *Œuvres complètes...*, *op. cit.*, p. 483, 673-674.

des prêtres jusqu'à Angers où leur captivité fut pénible mais de courte durée. Pour comprendre cet abus de pouvoir il faut voir que les missionnaires, ne pouvant plus prêcher, parcouraient les environs pour inciter le clergé et le peuple contre la Constitution civile du clergé. Mais les très fortes proportions d'inscrémentés dans les districts voisins (de 87 % à 95 %) laissent entrevoir que leur action n'a pu que renforcer une résistance régionale très largement majoritaire. Ne pouvant s'en prendre à pareille opposition, il était tentant de pointer un groupe de coupables⁹.

La même erreur d'optique va se renouveler dans les mois suivants. Le Gouvernement, voulant connaître la situation du pays, envoie à travers la France des Représentants en mission. Pour la Vendée, ce sera Gallois et Gensonné dont le rapport sera lu à la Législative, le 9 octobre 1791. De ce long texte retenons ces quelques lignes qui veulent expliquer la résistance, à la jointure de la Vendée et des Deux-Sèvres :

« Ces manœuvres [antirévolutionnaires] ont été puissamment secondées par des Missionnaires établis dans le bourg de Saint-Laurent... C'est à l'activité de leur zèle... que nous croyons devoir principalement attribuer la disposition d'une très grande partie du peuple. »

Si cette explication s'avère nettement réductrice, on doit aussi relever la majoration glorifiante de ce rapport dans l'historiographie montfortaine¹⁰.

Affecté par ces événements J.-B. Micquignon meurt à la fin de janvier 1792. On lui donne comme successeur René Supiot qui va devoir faire face à de plus grands dangers. Un décret de la Législative du 18 août 1792 supprime toutes les congrégations religieuses. Assez vite les Missionnaires quittent leur maison de Saint-Laurent. Le supérieur – à qui l'évêque de La Rochelle a confié les pouvoirs de Vicaire général durant son propre exil – et quelques-uns de ses confrères exercent un ministère clandestin dans les environs de Saint-Laurent, usant de stratagèmes pour échapper aux dangers. En mars 1793, débute le soulèvement vendéen dont l'état major va se situer à Châtillon-sur-Sèvre, près de Saint-Laurent. Pourtant, assure J.-F. Dervaux qui a minutieusement étudié ces événements, « les Mulotins n'ont pris aucune part aux opérations des troupes, ni aux conseils des généraux ». Toutefois, ils ne sont pas sans subir des effets de la répression menée par les Bleus : dès mars 1792, Jacques Dauge et André Verger qui se préparaient à s'exiler en Espagne avaient été saisis et déportés sur les pontons de Rochefort ; dans les premiers mois de 1794 des troupes de la

9. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, op. cit., p. 51-54; DERVAUX J.-F., *Le doigt de Dieu, Les Filles de la Sagesse après la mort du fondateur*, tome I, Cholet, 1954, p. 52-57, 66-67, 74-75; TACKETT, Timothy, *La Révolution, l'Eglise, la France*, Paris, 1986, p. 350, 385, 422.

10. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, op. cit., p. 54-56; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse?*, op. cit. tome I, p. 71-75. Contrairement à une interprétation reçue les Missionnaires qui ont diffusé des brochures antirévolutionnaires n'ont pas imprimé eux-mêmes un catéchisme, PEROUAS, Louis, *Grignon de Montfort...*, op. cit., p. 114.

Convention descendent à Saint-Laurent où elles pillent et essayent de brûler la maison du Saint-Esprit : trois frères Bouchet y sont fusillés. Autant il est légitime que les Montfortains se glorifient de ces martyrs, autant ils dérivent, comme d'ailleurs l'ont fait leurs adversaires, en s'attribuant un rôle majeur dans ce qu'on appellera la Guerre de Vendée¹¹.

Par rapport aux années 1792-1794, les vingt-cinq années suivantes apparaissent peu dans les archives, telles du moins qu'elles ont été exploitées. Sous l'effet des derniers soubresauts de la Terreur, à l'automne 1797, René Supiot, dénoncé par le Directoire, doit passer de cachette en cachette pour échapper aux menaces de déportation. Mais entre temps le Supérieur entend préparer l'avenir : en 1795, il acquiert le domaine de Haute-Grange, sur la colline qui domine Saint-Laurent et, en 1797, un immeuble dans le bourg. Nous verrons qu'il préparait l'avenir. Au mois d'octobre 1799, les missionnaires réintègrent leur grande résidence, mais ils ne sont plus que quatre. Encore le supérieur, âgé et perclus d'infirmité, démissionne-t-il en 1806. Faute de sujet capable de lui succéder il reste en charge jusqu'à sa mort en 1815. Pour lui succéder on choisit Yves Duchesne qui gérât déjà partiellement la communauté. Toutefois, lors de la reprise des missions interdites sous l'Empire, cet homme cardiaque ne peut en faire prêcher qu'une ou deux par année; la communauté ne compte que cinq ou six prêtres et encore le nouveau supérieur décède-t-il dès décembre 1820. C'était la conséquence à long terme de la décennie révolutionnaire. Cela inquiète l'évêque de La Rochelle qui, en janvier 1821, écrit à la supérieure de la Sagesse son désir qu'on trouve un supérieur pour les missions, le but voulu par Montfort : si cette fin est perdue, la congrégation se détruira par elle-même¹².

La refondation par Gabriel Deshayes (1821-1842)

Yves Duchesne, voyant décliner ses missionnaires, a songé à chercher une solution en dehors d'eux. Comme supérieur des Filles de la Sagesse, il a remarqué, au cours de ses visites, un prêtre très entreprenant dans la restauration catholique au diocèse de Vannes, Gabriel Deshayes. Mais comment le détacher de la cure d'Auray qu'il avait remontée depuis 1805 ? Il l'invite à Saint-Laurent. Ce curé pouvait être tout aussi bien découragé par la situation décadente que séduit par un large chantier à sa mesure. Au début de décembre 1820, Deshayes arrive à Saint-Laurent. Le 17 de ce mois, il est nommé Assistant. Un mois plus tard, il est élu Supérieur. En vingt années, il va déployer des activités multiples dans le grand Ouest¹³.

11. [Texier, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 57-68.; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ?*, *op. cit.*, t. I, p. 132-134, 180-182.

12. [Texier, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 68, 70-72, 74; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ?*, *op. cit.*, t. I, p. 293, 304, 306; et t. II, p. 23-24, 74; PEROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes, un grand pionnier de la restauration catholique dans l'Ouest de la France*, Paris, 2003, Éditions Dom Bosco, Collection « Sciences de l'éducation ». Luçon ne sera vraiment restauré en diocèse qu'en 1821. René Supiot mériterait des recherches plus fouillées.

13. PEROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes...*, *op. cit.*, p. 87-102.

Son premier objectif est de trouver des missionnaires. S'il décide un prêtre vannetais à le rejoindre, il compte avant tout sur le petit collège qu'il établit à Saint-Laurent dans l'immeuble acquis en 1797 par René Supiot. L'institution va durer sept à huit ans, avec un succès très relatif. Année après année, il décide des prêtres, surtout vendéens, à se joindre à la communauté mais la moitié d'entre eux la quittent plus ou moins vite. Seuls 18 seront agrégés à la communauté, à la mort du supérieur en 1841. Mais il était non moins important que les disciples de Montfort reprennent à prêcher des missions. En fait, ils commencèrent, dès septembre 1821, à diriger des retraites populaires de femmes puis d'hommes à Saint-Laurent même. C'était une formule importée de Bretagne, bien différente des exercices donnés par les Montfortains, depuis 1751, à des groupes déterminés. Cette activité continue jusqu'en 1829. Interrompue par les événements de 1830 et leurs séquelles, elle ne reprend vraiment qu'en 1837. À lire les chroniques on s'aperçoit que Deshayes délaisse peu à peu les missions pour se donner aux retraites à Saint-Laurent, dans le domaine de Hautegrange acquis en 1795; c'est un gauchissement par rapport au projet du fondateur, mais, en contrepartie, on doit trois à quatre missions par an, la reprise de l'activité essentielle voulue par celui-ci¹⁴.

À sa mort, M. Grignion n'avait comme disciples engagés par les deux vœux que quatre frères dont l'un ou l'autre « pour faire écoles charitables ». Il semble bien qu'un frère ait continué à remplir cette fonction à Saint-Laurent jusqu'à la Révolution, même au début des années 1800. Mais tout change avec Gabriel Deshayes. Dès 1815-1816 il avait regroupé à Auray des garçons qui se forment pour ouvrir de petites écoles, activité qui se réalise dès 1817-1818. Arrivant à Saint-Laurent à la fin de 1820, Deshayes fait vite venir quelques frères de Bretagne. Dans la conjoncture sociale favorable à la scolarisation, les sujets se multiplient rapidement. Toutefois le supérieur, paysan-né, développe aussi les frères manuels. Lorsqu'en 1834-1835, les quelque 130 frères doivent se scinder pour des raisons surtout de logement, 57 restent rattachés aux missionnaires. C'était beaucoup trop pour la dizaine de prêtres qui allaient reprendre les missions. Qu'à cela ne tienne! Les Filles de la Sagesse ont acquis un vaste domaine, Saint-Laurent, et aussi dans leurs deux institutions pour l'éducation des sourdes, à la chartreuse d'Auray et à Larnay près Poitiers. On trouve désormais des frères agriculteurs, menuisiers, charrons... Par contre, aucun d'entre eux n'accompagna plus désormais les prédicateurs de missions. C'est là une rupture avec la tradition du fondateur et de ses successeurs au XVIII^e siècle. En contrepartie, ces frères, désormais engagés par les trois vœux de religion, adoptent un genre de vie conventuel qui s'accorde avec la tendance néo-médiévale de l'époque¹⁵.

14. *Ibid.*, p. 87-103 : Chroniques des missions aux Archives des Montfortains à Rome; PEROUAS, Louis, « En remontant vers Grignion de Montfort... », *Revue du Bas-Poitou*, 1971, p. 416-444, qui met un terme à une querelle séculaire.

15. PEROUAS, Louis, *Gabriel Deshayes...*, p. 68-76.

En 1773, les deux vœux de pauvreté et d'obéissance avaient dû être supprimés. Cela explique les mouvements d'entrée et de sortie des prêtres, surtout vendéens, à la communauté de Saint-Laurent. Deshayes entend organiser un corps plus stable. Pour cela il veut que les missionnaires reprennent les vœux, ajoutant celui de chasteté/célibat aux deux prescrits par la règle primitive. C'est une petite tempête. Mais le supérieur n'en est pas à une ruse près. En 1832, il profite de ce que les cinq opposants sont partis à l'évêché de Luçon défendre leur cause pour faire voter, à l'unanimité des neufs présents, la reprise des vœux. Si pareille manœuvre assure une stabilité à la communauté, on ne peut s'empêcher de noter un glissement de « missionnaire » à « religieux ».

Comme Grignon de Montfort, Gabriel Deshayes est un grand voyageur. Le plus long de ses déplacements est celui de Rome en 1825. Il veut tout à la fois obtenir l'approbation de la Règle et lancer le procès de béatification du fondateur. Le second objectif entraîne l'ouverture, à l'évêché de Luçon, d'un procès canonique pour lequel s'impose la collecte de tous les écrits de Louis-Marie. Presque par hasard on découvre – quelques mois après sa mort mais grâce à son action – un important manuscrit oublié que, de façon inexacte, on titre *Traité de la vraie dévotion à la Sainte-Vierge*. C'est le départ d'un mouvement qui, dans le courant mariophile de l'époque, en arrivera à faire l'équation inexacte entre « montfortain » et « marial ». Il serait injuste d'en accuser Deshayes qui meurt le 28 décembre 1841. Un jugement équitable doit reconnaître que ce prêtre venu d'ailleurs a tout fait pour sauver la communauté des missionnaires mais aussi introduit divers gauchissements qui s'écartaient notablement des directives du fondateur¹⁶.

La question Dalin (1842-1855)

Le 14 janvier 1842, les missionnaires élisent Joseph Dalin. Nul n'était plus apte à succéder à Gabriel Deshayes. Son action s'inscrit parfaitement dans sa ligne. D'une part, il prolonge l'œuvre des missions entrecoupées de retraites séculières. D'autre part, il fonde un petit collège pour former des jeunes destinés à étoffer la communauté. Si cette initiative semble avoir eu un succès mitigé comme celle de 1825, la communauté s'accroît tout de même : de 18 missionnaires à 28, plus les novices et étudiants, sans omettre les 90 frères et postulants. Pour loger ce monde, il entreprend une série de constructions : au centre, une chapelle de style roman, habillée à l'intérieur de boiseries et de stalles ; dans les bâtiments qui l'entourent, les fenêtres ouvrent sur la cour tandis que de simples vasistas en hauteur apportent un peu d'éclairage. C'est un contraste total avec la Maison longue acquise en 1723 comme avec le grand immeuble construit à la veille de la Révolution. On retrouve le mouvement conventualiste de Deshayes¹⁷.

16. *Ibid.*, p. 96-98.

17. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, op. cit., p. 88-93 ; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ?*, op. cit., t. II, Cholet, 1955, p. 171-178.

Joseph Dalin poursuit également les démarches pour la béatification. Lui-même, à peine arrivé à Saint-Laurent, avait rédigé puis publié, sans nom d'auteur, en 1839 une biographie de Montfort. À trois reprises, entre 1843 et 1853, il entreprend le voyage de Rome. S'il doit regretter la lenteur des bureaux romains, il revient tout de même avec l'approbation des écrits du fondateur et aussi de l'institut et de ses membres. C'est probablement aussi grâce à lui que le *Traité de la vraie dévotion...* est publié en 1843 par un directeur de séminaire de Luçon, puis réédité en 1843 1845, 1852¹⁸.

C'est à lui qu'on doit aussi l'expansion des Montfortains à travers la France avec l'ouverture de trois maisons éloignées de Saint-Laurent : Angoulême en 1853, Orléans et Tourcoing en 1855. Que ces fondations correspondent à un climat politique favorable ne diminue pas chez Dalin une largeur de vue inhabituelle chez les fils de Montfort¹⁹.

Mais l'année 1855 allait apporter un événement imprévu, encore mal élucidé : la démission du supérieur. Comment expliquer pareille brisure ? J.-M. Texier écrit trop sobrement : « Dieu permit qu'il rencontre des difficultés qui l'obligèrent à quitter sa charge. » J.-F. Dervaux est un peu plus explicite :

« Lentement une certaine opération se dessinait ; des plaintes non dépourvues de fondement se faisaient entendre en haut lieu. Le Supérieur offrit sa démission au Saint-Père. »

Pourquoi ce halo de mystère ? Une tradition orale invérifiable susurrerait qu'il aurait tenu des propos un peu libres à de jeunes Sœurs qu'il avait charge d'examiner. Une explication plus profonde paraît vraisemblable. Joseph Dalin avait été professeur au grand séminaire de Luçon, puis supérieur du petit séminaire des Sables d'Olonne ; c'est lui que Deshayes sollicita pour une nouvelle biographie du fondateur, lui aussi sans doute qui fit éditer le *Traité de Montfort* découvert en 1842. Visiblement il dépassait nettement le niveau de ses confrères. Pareille tension semble l'explication première de la démission d'un supérieur particulièrement ouvert et audacieux. On en trouve une certaine confirmation dans le fait que l'élection du successeur sera contestée par une partie des missionnaires et portée jusqu'à Rome²⁰.

Enfin une expansion (1856-1903)

En avril 1856 François Denis est élu supérieur. À son actif on ne peut guère porter que l'ouverture d'une maison à Pontchâteau, en cet endroit du diocèse de Nantes où en 1709-1710 Grignon de Montfort avait soulevé

18. Après la démission de Dalin, qui reste à éclaircir dans un cadre plus large, il faudra attendre 1859 pour trouver une nouvelle édition, la cinquième.

19. Les fondations éloignées ne sont pas sans relation avec l'expansion des Filles de la Sagesse au XIX^e siècle, mais elles sont le fait de Dalin, non pas de Deshayes resté, pour l'essentiel, un homme de l'Ouest.

20. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, op. cit., p. 92 ; DERVAUX, J.-F., *Folie ou sagesse ?...*, op. cit., t. II, p. 172.

les foules. Onze ans plus tard, son successeur Basile Guyot fait une seule fondation, au sanctuaire angevin de Notre-Dame du Marillais. Dans les deux cas, il s'agit au moins autant de développer un pèlerinage que de prêcher des missions. Armand Maurille, élu en 1887, organise les festivités pour la béatification de Louis-Marie Grignon, prononcée à Rome, le 22 janvier 1888. On ne peut se voiler le contraste avec les fondations de Joseph Dalin, ce que ne suffisent pas à expliquer les mesures du Gouvernement envers les congrégations religieuses en 1880²¹.

Pourtant, durant ce dernier demi-siècle, les Montfortains vont connaître une expansion inattendue hors de France. En 1869, puis en 1871, deux évêques français qui évangélisent l'île d'Haïti les supplient d'envoyer de l'aide pour seconder le clergé dit colonial. Le second a la joie d'emmener trois successeurs de Montfort. C'était réaliser, un siècle et demi après, le vœu du fondateur qui appelait des disciples pour courir « avec les saint Paul, les saint Vincent Ferrier, les saint François-Xavier ». Si on compare avec des congrégations analogues, le retard est important : pour ne citer qu'un exemple, les Oblats de Marie Immaculée, fondés en 1816 comme « missionnaires de Provence », amorcent dès 1841 des implantations en Amérique du Nord en attendant bientôt l'Afrique puis l'Asie. Le décalage est énorme, d'autant que le départ pour Haïti est alors isolé. Sans doute dès 1880-1883 les Montfortains vont-ils essaimer vers les Pays-Bas et le Canada mais c'est seulement une manière d'échapper aux lois anticongréganistes²².

Il faut attendre 1901-1903 pour que les Montfortains reprennent le départ vers les missions lointaines. Une fois passé le tournant de 1900, ils s'en vont en Afrique : au Malawi (alors appelé Shiré), d'où ils passeront ensuite au Mozambique et en Amérique du Sud, au Pérou en 1902, puis en Colombie. Les voilà enfin conformes au désir initial de Louis-Marie Grignon²³.

Si ces fondations, si tardives qu'elles soient, deviennent possibles, c'est que les effectifs de la Compagnie se sont accrus. Jusqu'alors celle-ci n'acceptait, en dehors des frères de plus en plus nombreux, que des prêtres déjà ordonnés. En 1872, M^{gr} Le Guillou, évêque en Haïti, cherche à établir en Bretagne un petit séminaire pour former des enfants qui, plus tard, iront œuvrer dans sa mission. Ayant jeté son dévolu sur le calvaire de Pontchâteau, il obtient des Montfortains, non sans réticences, qu'ils prennent en charge cette fondation qui formera en même temps des prêtres séculiers dits de Saint-Jacques. L'ouverture de cette « école apostolique » marque un accroissement de la Compagnie : ses 54 prêtres – à côté des 113 frères – en 1885 auront presque doublé en 1903²⁴.

21. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 95-108. Ces maisons comme celles précédemment citées conservent plus ou moins des archives, à moins qu'elles ne soient regroupées à la Maison provinciale à Paris.

22. [TEXIER, Jean-Marie], *La Compagnie de Marie...*, *op. cit.*, p. 96-98, 101. Indications fournies par Bernard Dulliez, Provincial des OMI.

23. *Ibid.*, p. 107.

24. *Ibid.*, p. 97-98, 108.

La béatification du fondateur, de plus en plus connu comme apôtre marial, va développer sa renommée, comme le montre la multiplication des éditions du *Traité de la vraie dévotion* en français et bientôt en d'autres langues. Cela amène les Montfortains à essayer de canaliser cette diffusion. Parti du Canada, le mouvement atteint la France avec le lancement de la revue *Le règne de Jésus par Marie* en 1900. Dans la foulée se crée la *Revue des prêtres de Jésus par Marie*. Mais ces publications risquaient d'en rester trop à la lettre de Montfort sans en dégager suffisamment le dynamisme profond. Heureusement, en 1902, Antoine Lhoumeau, prêtre de Poitiers, à la vaste culture, entré chez les Montfortains à l'âge de 33 ans, publie *La vie spirituelle à l'école du Bx L.-M. Grignon de Montfort*, un ouvrage où la dévotion mariale s'enracine dans le christocentrisme et s'ouvre sur la vie mystique. Près de deux siècles après le fondateur, on découvrirait enfin la profondeur de sa pensée et de son expérience spirituelle²⁵.

Un demi-siècle sans grand relief (1905-1950)

Ce demi-siècle va se terminer en feu d'artifice par la canonisation du Père de Montfort, le 20 juillet 1947, qui enchaîne une série de fêtes triomphales à Montfort-sur-Meu, à Saint-Laurent-sur-Sèvre et surtout à Pontchâteau. Mais ces éclats ne doivent pas voiler que cette période de progression régulière ne présente pas de reliefs importants.

Il est vrai que durant ces cinq décennies, le nombre de Montfortains français augmente sensiblement jusqu'à presque doubler : 268 en 1905, près de 500 en 1958, avec un basculement du rapport prêtres/frères. C'est le fruit du développement des juvénats : d'un côté, Pontchâteau rapatrié de l'exil anglais en 1927 ; de l'autre, Liesle puis Pelousey dans le Doubs à partir de 1928, qui marque l'extension vers l'Est de la France, sans omettre une maison dans le Gard pour les aspirants frères. Cet accroissement permet d'envoyer davantage d'apôtres dans les missions lointaines ouvertes antérieurement et surtout à Madagascar où les Montfortains français débarquent en 1933. En France même s'ouvrent des maisons de prédicateurs à Josselin, Ornans, Poitiers et Brest, mais elles semblent rester distantes de l'Action Catholique Spécialisée apparue en France en 1927. L'augmentation des jeunes amène à chercher un cadre de formation assez vaste : après plusieurs essais, ce sera finalement en 1922 l'ancienne abbaye de Montfort-sur-Meu où l'enseignement reste très moyen par rapport aux courants intellectuels qui touchaient plus ou moins la plupart des séminaires. Pourtant quelques figures émergent, surtout Benjamin Morineau, fondateur en 1934 de la Société française d'études mariales. On hésite à en rapprocher le Grand Retour à travers la France de Notre-Dame de Boulogne entre 1943 et 1948 où les Montfortains s'investissent beaucoup sans que cela modifie vraiment leur genre d'intervention traditionnel²⁶.

25. *Ibid.*, p. 105-106.

26. Renseignements fournis par la Maison Provinciale.

Élans et retombées (1951-2001)

La seconde moitié du ^{xx}e siècle a débuté par des élans multiples dans l'Église de France. Depuis dix ans germait un puissant mouvement missionnaire, de la Mission de France aux Frères missionnaires de campagne, auquel veut se rallier en 1951 le Centre Pastoral des Missions de l'Intérieur (CPMI). Autant des historiens montrent que ce rattachement était fallacieux, autant on doit reconnaître que les Montfortains ont beaucoup gagné à y participer : mêlées à d'autres instituts missionnaires, ils partagent les divers renouveaux de la pastorale. Mais après 1965 le mouvement retombe en des essais fragiles de nouvelles implantations.

En 1958 la congrégation se donne comme responsable international Cornelis Heiligers, le premier supérieur général non français ; cela lui facilitera la solution du conflit de quatre-vingts ans avec les Frères de Saint-Gabriel. Il nomme comme provincial de France le seul qui avait demandé à être prêtre-ouvrier. Celui-ci veut revitaliser ses confrères en s'inspirant de l'organisation du CPMI ; au bout d'une dizaine d'années le mouvement tourne court. Il réussit mieux en faisant suivre à beaucoup, y compris des missionnaires du tiers-monde, une année de recyclage théologico-pastoral. Toutefois, sauf exceptions rarissimes, il autorise peu d'investissements à longue échéance. Les Montfortains français restent marqués par l'anti-intellectualisme de leurs origines.

Si le *Traité de la vraie dévotion à la Sainte Vierge* continue à se diffuser, trop souvent sans discernement historique, par des canaux comme les Foyers de charité, les Montfortains français se signalent par deux initiatives. D'une part, le pèlerinage monfortain à Lourdes créé par Paul Riboulleau en 1949, qui, depuis, draine, chaque printemps, quelque 10 000 personnes. D'autre part, le lancement en 1957 de la revue *Cahiers marials* qui s'appuie sur un conseil de membres divers par leur appartenance et leur compétence.

Le concile de Vatican II demande aux instituts de se ressourcer à leur inspiration originelle. Dans ce sens se lancent des recherches diverses. Bien que cet article se limite à la France, on doit au moins signaler l'ouverture en 1969 d'un « séminaire », international et mixte qui assemble, à Poitiers puis près d'Angers, une quarantaine de participant(e)s : tout à la fois pour une compréhension historique plus juste du charisme et pour un partage fraternel entre membres des trois instituts. Au bout de quatre années, une incompréhension avec un supérieur romain amène à stopper cette formule en évolution qui semblait porteuse d'un renouveau.

Au début des années soixante, jувénats et petits séminaires, devant la diminution des entrées due à la multiplication des collèges, sont amenés à se regrouper. Pontchâteau a joué dans ce mouvement un rôle moteur. Ce ne sera pourtant qu'une opération de courte durée. À partir de 1970 la plupart de ces pensionnats ferment les uns après les autres entraînant une diminution des entrées dans les instituts. Ceux-ci, par ailleurs, connaissent autour de 1968, plus que les diocèses, des départs de membres engagés

depuis plus ou moins longtemps. Les Montfortains français subissent fortement ce mouvement. En 2001, ils ne sont plus que 109 dans l'hexagone, plus 39 à l'étranger, souvent fatigués. La moyenne d'âge s'établit à 72 ans. Si 96 atteignent ou dépassent 70 ans (65 %), seuls 4 ont moins de 50 ans. Le projet formulé en 1700 par Grignon de Montfort se trouve plus que compromis²⁷.

RESUME

Congrégation toujours modeste (bien que devenue tardivement internationale), les Montfortains ont vécu trois siècles d'histoire chaotique. Le fondateur, L.-M. Grignon de Montfort, meurt en 1716 sans avoir pu décider un seul prêtre à s'engager avec lui.

Le lent développement du XVIII^e siècle se limite à une seule communauté. Celle-ci située en pays vendéen est moins actrice de la Révolution qu'on ne le dit. De 1821 à 1855, deux personnalités fortes, Gabriel Deshayes et Joseph Dalin vont développer la congrégation (plus de frères que de prêtres) et la structurer.

La seconde moitié du XIX^e siècle marque les départs vers les missions lointaines, la fondation d'un juvénat qui multiplie les membres, l'amorce d'un apostolat marial. Mais les années 1970 ouvrent une pente descendante qui compromet l'avenir.

ABSTRACT

The community of Montfortains had been existing during three centuries but always it remained modest. Its founder, L.-M. Grignon de Montfort, dies in 1716 without to have been able to decide only one priest to follow him.

During the XVIIIth century, its growth is very slow, there is only one community which is established in the Vendée, but its role in the Revolution was more modest than it had been said. From 1821 to 1855, two strong individualities, Gabriel Deshayes and Joseph Dalin, had enlarged the community.

In second half of the XIXth century some members of the community leave for remote missions; the number of its members increases with the creation of a school and the developpement of the worship of the Blessed Virgin. But the decline begins from 1970.

27. Notes et souvenirs de l'auteur; *Échanges et informations SMM, Bulletin de la Province de France*, octobre-décembre 2001.